



Libre-échange, l'étape supérieure du néolibéralisme

Qui gagne avec la mondialisation ?

Par [José Francisco Puello-Socarrás](#)

Mondialisation.ca, 03 novembre 2011

[El Correo.org](#) 3 novembre 2011

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Économie](#)

Le 12 août dernier (exactement 2 mois avant le dénouement de la ratification des *Accords de Promotion Commerciale* – précédemment dénommés TLCs -avec la Colombie, le Panama et la Corée du Sud au Congrès des États-Unis !), C. Fred Bergsten, directeur du [Peterson Institute for International Economics](#), a fait une intervention intitulée : « Les États-Unis dans l'Économie Mondiale ».

La présentation faisait partie d'une série de conférences sur des sujets « d'actualité » que l'*Institution Chautauqua* sponsorise tous les ans pendant neuf semaines aux bords du lac qui porte le même nom, dans la ville de New York [1]

Le discours prononcé par Bergsten mettait en cause avec un ton très caractéristique, les attitudes tant du Président des États-Unis, Barack Obama, que celle du Parti Républicain au Congrès des États-Unis, dans ce qu'il considérait comme un dédain persistant de la part des deux face aux sujets stratégiques liés au commerce international de ce pays.

Selon l'opinion de Bergsten, cette « indifférence » amènerait les États-Unis à perdre « une vraie opportunité de créer des emplois », un problème qui – nous savons – devient de plus en plus inquiétant pour la majorité des pays « développés » et qui s'aggrave plus encore avec ce qu'on appelle « la crise des dettes souveraines » [2]. Bergsten suggérait la nécessité d'avancer *immédiatement* sur ce terrain à partir d'une triade de mesures pratiques dont des résultats très rapides seraient obtenus.

Ce qui pourrait être interprété comme une conférence anecdotique parmi les milliers qui se tiennent sûrement sur ces sujets – et, spécialement, en cette époque de crise capitaliste – au sein de la première puissance mondiale, contient cependant quelques aspects qui illustrent les perspectives aujourd'hui disponibles depuis les principaux centres hégémoniques du pouvoir face aux défis que posent les reconfigurations qui sont expérimentées dans l'économie politique actuelle, tant dans les espaces étasuniens que dans différentes enceintes plus générales au niveau planétaire.

Le discours, sa forme et son contenu attire l'attention pour plusieurs raisons.

Comme première mesure, par son rang de présentation. Bergsten – disions-le – fut le directeur de l'*Institut Peterson pour l'Économie Internationale* dès 1981 (année de sa création) et jusqu'à l'aujourd'hui.

Ce centre de recherche est largement reconnu comme « le *think-tank* » le plus influent dans le monde ». Certainement, les « visions » et les rapports qui en émanent ont été historiques

et systématiquement accueillis par les autorités responsables en matière de politique économique (fondamentalement sur des aspects *internationaux*) aux États-Unis pendant – au moins – les trois dernières décennies.

Il suffirait de rappeler que parmi le *staff* de chercheurs se trouvent les figures universitaires qui travaillent dans diverses universités les plus « prestigieuses » des États-Unis et son équipe permanente, parfois et la majorité des fois en simultanée, entretient des liens étroits avec les organismes principaux gouvernementaux, étatiques et multilatéraux dont le siège est à Washington – en commençant par la Présidence de la République – et aussi avec le circuit complexe de *lobby* autour de *Wall Street*. Cependant, entre tous, l'un ressort spécialement : John Williamson, économiste qui depuis de deux décennies est passé à la célébrité pour avoir mis au monde le *Consensus de Washington*. En fait, *l'Institut pour l'Économie Internationale* (aujourd'hui, Peterson Institute) fut l'institution « responsable » d'organiser en 1989 les conférences dans lesquelles le tristement célèbre Consensus est sorti et, ensuite, ses « versions » successives [3]. Cette brève description met déjà en perspective de qui nous parlons et les « nouvelles » formules qu'ils essaient de promouvoir.

Le texte du discours – en deuxième partie – commence en résumant la situation actuelle de l'économie étasunienne. Bergsten remarque, entre autres choses, que les États-Unis importent aujourd'hui la moitié du pétrole dont a besoin son économie ; presque la moitié des bilans comptables des 500 premières compagnies étasuniennes relèvent d'opérations internationales [4] ; la majorité de la dette du gouvernement appartient aux investisseurs étrangers, capital qui – selon Bergsten – finance une grande partie de l'investissement domestique nécessaire pour maintenir une croissance économique « décente », et grâce au déficit commercial enregistré par ce pays pendant plus de 30 ans, les États-Unis aujourd'hui est le premier débiteur mondial : il possède une dette extérieure brute totale d'à peu près 23 trillions de dollars – la majorité aux mains de la Chine, de la Russie et de quelques pays du Moyen-Orient, précisément (quel hasard !) les principaux exportateurs de pétrole – et demande des prêts au monde de l'ordre de 500 milliards de dollars par an.

Il soulignait de plus la détérioration de l'importance économique des États-Unis au niveau mondial, qui est littéralement en chute. Depuis la Deuxième Guerre mondiale l'économie étasunienne apportait 50 % au PIB mondial tandis qu'en ce moment elle ne représente pas plus de 20 % (Septembre 2011), sans compter la baisse des salaires moyens pour plus « d'une génération » et que la répartition du revenu tend à empirer de plus en plus. Bien sûr, le panorama présenté n'est aucunement flatteur.

Pour Bergsten, la situation « de crise profonde » dans laquelle se trouve l'économie étasunienne, peut cependant être inversée : loin de modifier la direction des décisions jusqu'à présent adoptées et qui, selon plusieurs analystes dans le pays même, sont les mêmes qui ont accéléré les contradictions économique- politiques qui s'étendent mondialement – qu'il s'agit maintenant *d'approfondir* – jusqu'à leurs ultimes conséquences – le « modèle de développement » en vigueur (terme par lequel on nomme avec euphémisme les stratégies d'expansion impériale au sein du capitalisme contemporain) et, en particulier, celui qui a rapporté de grands bénéfices aux capitaux étasuniens : la mondialisation.

Malgré les problèmes que traverse l'économie étasunienne, le bilan en ce sens explique avec consistance ce pari : « *Les États-Unis ont énormément gagné avec cette mondialisation. Notre pays – dit Bergsten – chaque année est beaucoup plus riche de plus de 1 trillion de dollars grâce à l'intégration commerciale. Cela équivaut à peu près à 10 %*

de toute notre rente nationale et plus de 10.000 dollars par foyer. Des avantages additionnels s'accumulent avec la globalisation financière qui a accompagné les flux croissants commerciaux je (souligne) [la Note : « les bénéfiques complémentaires » pourraient ajouter encore 0.5 trillion de dollars au calcul]. Ce qui précède est vu du côté des bénéfiques.

Pendant ce temps les pertes (« coûts » dans les termes de Bergsten) de la mondialisation pour les États-Unis se trouvent assez différents : « *Près d'un demi million de travailleurs (sur une force de travail totale de 150 millions) perdent chaque année leur travail, la majorité pour du temps partiel, comme résultat de l'augmentation des importations. Certains ont à accepter des postes de travail avec de bas salaires à long terme, souffrant d'une baisse de revenus pendant toute leur vie. Ces effets se montent à peu près 50 milliards de dollars par an, un montant substantiel en termes absolus mais seulement un vingtième de la rentabilité annuelle fruit de la mondialisation...* » (réitère et souligne). Ce qui précède ne pourrait pas être plus expressif du style historiquement déplorable et cynique étasunien sur ces sujets : *Les affaires sont les affaires !*

La « mondialisation » - qui peut être de différents types, dimensions et magnitudes - à laquelle ici Bergsten se réfère et adule jusqu'au paroxysme est évidemment celle qui favorise exclusivement les intérêts des capitaux étasuniens c'est-à-dire la *mondialisation* de caractère *néolibéral* qui, en ce moment, dans son concept, devrait avancer vers sa phase supérieure : le Libre-échange (total). Avec cet objectif, les États-Unis doivent insister sous la forme d'une « grande campagne » - encore plus agressive que celle qu'on a vu jusqu'à présent, semble-t-il suggérer - pour continuer de « négocier » et d'élargir de nouveaux Traités de libre échange *bilatéraux* ou *plurilatéraux* (comme « l'Accord P4 » ou Transpacífico (TPP) qui lie l'Asie et l'Amérique) [5]

Même, Bergsten dans son tiercé de « solutions » , prévoit que, en plus des TLCs, le meilleur mécanisme pour consolider certainement le modèle étasunien de « croissance basée sur les exportations » et la meilleure forme pour assurer les marchés mondiaux serait d'obtenir un *Traité de Libre Echange Mondial* qui remplace (ou ranime) le Round de Doha, qui - selon son opinion - fut un échec total après une décennie « d'efforts dans les négociations ». Pour ces tentatives il propose l' « utilisation » des institutions économiques internationales comme le FMI et l'OMC.

Resterait à faire une observation clef évoquée dans le discours de Bergsten. Pour le moment le principal n'a pas été encore souligné que ces Traités pour autant qu'ils évoquent un « Libre-échange », bien sûr inexistant dans la pratique puisqu'il s'agit des affaires *de puissants monopoles* multinationaux, pas plus qu'ils sont strictement « de commerce ». Au contraire, cette composante représente seulement une portion minimale de ce qui est négocié dans ces traités. Il s'agit plutôt d'Accords de « libéralisation des investissements » dans lesquels des composants comme les « services » (spécialement financiers ; achats étatiques, droits de propriété, etc.) ont une signification très stratégique [6]

Précisément, ce qui précède répond au fait que ces Traités, rappelons- le, dessinés à la mesure des intérêts étasuniens, reproduisent les mêmes structures productives et d'intérêts qui existent actuellement aux États-Unis après quelques transformations subies dans ce pays depuis la décennie 80. Aujourd'hui le secteur industriel étasunien représente tout au plus 10 % de l'économie tandis que l'Agriculture pas plus de 1 % et les Services (surtout, les financiers) plus de 80 %. Ce dernier secteur fournit 25 % des postes de travail et a progressé les trente dernières années à un taux de 30 % et avec salaires 10 %

supérieurs à ceux de l'industrie.

Bergsten suggère précisément que les « efforts internationaux » des États-Unis doivent porter là, principalement dans des zones comme l'Amérique Latine et les Caraïbes ainsi que dans les économies dites émergentes, la législation sur ces aspects n'est pas « aménagée » (dérégulée) ce qui suppose de grandes opportunités pour « l'ouverture des marchés ».

Nous insistons que les « alternatives » régnaient face à la crise actuelle prévoient non seulement de résoudre avec plus de capitalisme mais, pire encore, avec plus de néolibéralisme, question qui devient dramatique par l'empreinte sauvage qui dérive d'un système qui met en danger la civilisation entière.

José Francisco Puello-Socarras. Politologue, Ms Administration Publique et doctorant en Sciences politiques. Enseignant à l'Université Nationale de Saint Martin (Argentine).]]

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi.



Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

[El Correo](#). Paris, 24 octobre 2011.

Notes

[1] Bergsten, F., « [US and the World Economy](#) », (*Speech delivered at the Chautauqua Lecture Series*, « *The US Economy : Beyond a Quick Fix* », August 12, 2011).

[2] Dans sa juste proportion, il s'agit seulement de deux éléments parmi les nombreux qui pourraient être considérés dans le cadre d'une crise globale (non seulement qui touche une poignée de pays au Nord mais, peu à peu s'est « mondialisée » et affecte les économies du monde), structurelle (ce n'est pas un « désordre » superficiel ni exclusivement « économique » o « financier » de la logique capitaliste mais il vise les fondements et les dynamiques mêmes qui le structurent), intégral (en ce moment nous assistons à la convergence simultanée de différentes crises générées par le système : une crise alimentaire, énergétique, environnementale, biologique, politique, sociale, idéologique, etc.) et de long terme (de façon rétrospective et prospective, ce pourquoi les annonces sur une « sortie » prompte de la crise manquent de fondement) du système capitaliste.

[3] Sur les différentes versions du « Consensus de Washington », cfr. Puello-Socarrás, J.F., [Nouvelle Grammaire du Néolibéralisme](#), Bogotá, Université Nationale de Colombie, 2008.

[4] cela attire l'attention que sur le total de la dette étasunienne (750.000.000.000.000 de dollars) :

► 1) Les Dérivés financiers représentent 81,13 % (600 milliards de dollars soit 40 fois du PIB des États-Unis et comme proportion du PIB mondial : 60 milliards de dollars : c'est-à-dire 10% des dérivés) concentrés dans 5 banques étasuniennes en 2009. En 2011, 4 banques concentrent cette rubrique, près de 95,5 % des dérivés (*JP Morgan Chase, CityGroup, Bank of America et Goldman Sachs*) ; - 2) La santé : 0,34 % ; - 3) Prévoyance Santé : 8,06 % ; - 4)

Sécurité sociale : 5,37 % ; - 5) FED : 3,18 % ; - 6) la Dette publique : 1,92 %. Une information fournie par l'Inspecteur des Finances des États-Unis, disponible dans : www.desdeabajo.info.

[5] En réalité, et dans la totalité des cas de TLCs, la règle n'est pas la « négociation » mais l'« imposition » par la voie de pressions extra-économiques, de type politique et, selon si c'est pertinent, militaire (une variable parfois peu commentée mais inhérente au projet d'expansion hégémonique), comme le montre l'histoire la plus récente d'une certaine façon « l'intégration » économique se transforme en nécessité progressive de militarisation des territoires comme mécanisme pour « assurer » le flux de marchandises et la sécurité juridique.

[6] Cfr. Estrada Álvarez, J., *Droits du Capital*, Bogotá, Université Nationale de Colombie, 2010. Disponible en ligne sur : www.espaciocritico.com.

La source originale de cet article est [El Correo.org](http://ElCorreo.org)

Copyright © [José Francisco Puello-Socarrás](http://JoséFranciscoPuello-Socarrás), [El Correo.org](http://ElCorreo.org), 2011

Articles Par : [José Francisco Puello-Socarrás](http://JoséFranciscoPuello-Socarrás)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca